

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois d'octobre 2020 »

Déjà le numéro 30...

*Ce Billet bibliographique mensuel est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **octobre 2020**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues), soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

Compte tenu de cette nouvelle période de confinement, la S.F.F.P. a décidé de diffuser, comme au printemps dernier, le plus largement possible, au-delà de ses membres, ce Billet, afin que la fermeture des bibliothèques ne soit pas un frein à l'accès à l'information.

Ouvrages

- Cercle des fiscalistes, *Le fisc tout puissant. Contribuable et administration : l'inégalité des armes*, Francis Lefebvre, (octobre) 2020, 216 p.

Pour veiller à l'égalité des citoyens devant l'impôt, la Direction générale des finances publiques (DGFIP), alias « le fisc », s'assure dans le cadre de sa mission de contrôle fiscal du respect par les contribuables, personnes physiques ou morales, de leurs obligations fiscales.

Pour mener à bien cette mission qui consiste à occuper le terrain dans une démarche dissuasive, à collecter l'ensemble des impôts et taxes éludés et à réprimer et sanctionner les comportements frauduleux, le fisc dispose des pouvoirs de contrôle et de coercition les plus étendus. L'équilibre des pouvoirs en démocratie imposerait des garanties au contribuable en proportion des pouvoirs de contrôle accordés à l'administration.

Force est de constater une asymétrie grandissante, pour ne pas dire un déséquilibre, entre ces pouvoirs légitimes confiés au fisc avec un renforcement des procédures d'investigation et un durcissement des sanctions alors que le contribuable confronté à la complexité croissante des règles fiscales se trouve plus vite qu'à son tour taxé de fraudeur et poursuivi en conséquence.

L'inégalité entre les armes du fisc et celles du contribuable au désavantage de ce dernier n'est pas de nature à émouvoir l'opinion publique en présence d'un fraudeur patenté... Mais qui est fraudeur et qui ne l'est pas ? Loin de cette dichotomie, la réponse à cette question est bien souvent moins tranchée tant l'application de la règle fiscale nécessite des débats techniques à l'issue contentieuse incertaine...

Les auteurs, fiscalistes de renom et fins connaisseurs de la matière fiscale, analysent les pouvoirs dont dispose le fisc dans sa légitime mission de contrôle de l'impôt et de lutte contre la fraude fiscale pour mettre en lumière une radicalité grandissante de son action au préjudice du contribuable et de sa défense. [présentation par l'éditeur]

- COZIAN Maurice et GAUDEL Pierre-Jean, *La comptabilité racontée aux juristes*, LexisNexis, coll. Précis fiscal, 3^{ème} éd., (octobre) 2020, 658 p., préface F. DEBOISSY

- DOUET Frédéric, *Anti-manuel de psychologie fiscale*, Enrick B. Editions, (octobre) 2020, 102 p.

Les prélèvements obligatoires ne cessent d'augmenter, au point de faire de la France la championne du monde de la pression fiscale. Les Français la supportent tant bien que mal, alors qu'ils sont pourtant réputés prompts à se révolter pour des raisons fiscales. Ce paradoxe s'explique par la mise en oeuvre de techniques destinées à les anesthésier, c'est-à-dire à les plumer sans trop les faire crier. L'Anti-Manuel de psychologie fiscale expose pour la première fois ces techniques sous forme de dix leçons :

- Première leçon : Faire payer de l'impôt sur l'impôt
- Deuxième leçon : Imposer des revenus et des produits virtuels
- Troisième leçon : Faire disparaître les impôts de la vue des contribuables
- Quatrième leçon : Les faux avantages fiscaux
- Cinquième leçon : Allumer des contre-feux fiscaux
- Sixième leçon : Augmenter les impôts de façon rampante
- Septième leçon : Complexifier à l'extrême le système fiscal
- Huitième leçon : Fixer les règles du jeu à la fin de la partie
- Neuvième leçon : Gérer les relations entre le fisc et les contribuables
- Dixième leçon : La procrastination fiscale

Exposées de façon didactique, ces dix leçons permettent aux contribuables de prendre conscience de la façon dont ils paient des impôts sans le savoir et de la nécessité de refondre notre fiscalité sur des bases saines. La leçon conclusive - Pour une fiscalité de sortie de guerre - est un appel en faveur de cette réforme. Il s'agit de repenser l'impôt et de réconcilier les Français avec le consentement à l'impôt, principe fondateur de notre pacte social. [présentation par l'éditeur]

- JAUNEAU David (édition critique annotée par... ; sous la direction de Matthieu DE OLIVEIRA) *Mémoire d'un ancien ministre du Trésor public. François-Nicolas Mollien, Tome IV, CHEFF*, (octobre) 2020

Cette édition annotée des Mémoires d'un ancien ministre du Trésor public de François-Nicolas Mollien est bien davantage qu'une simple réédition d'un ouvrage essentiel pour

la compréhension de l'histoire financière de la fin de l'Ancien Régime à la chute de l'Empire, et même au-delà. En effet, le lecteur y trouvera le texte de l'édition de 1837, que Mollien avait réservé à ses proches, mais pas uniquement. Elle comprend aussi les modifications, réécritures et ajouts que Mollien apporta lors de la deuxième édition de ses Mémoires, publiées de son vivant, en 1845, et fait apparaître les parties que Mollien a, par ailleurs, choisies de retrancher. En 1898, ces Mémoires furent, à nouveau, publiées.

Le dernier volume de ces Mémoires se compose, tout d'abord, des Pièces annexées en tant que tel par Mollien, de son Post scriptum. Suivent, ensuite, des Notes diverses, ne figurant que dans l'édition de 1837, à destination des proches du comte Mollien, révèlent ses pensées et réflexions intimes. Enfin, des Rapports de la Chambre des Pairs (6 avril 1819 – 25 mai 1837), uniquement publiés en 1845, montrent l'action de Mollien, au sein de cette institution. [présentation par l'éditeur]

- LE LIDEC Patrick (dir.), *Emmanuel Macron et les réformes territoriales. Finances et institutions*, Berger-Levrault, coll. Au fil du débat, (octobre) 2020, 260 p.

Emmanuel Macron n'a exercé aucun mandat local avant d'être élu président de la République. Cet évènement, unique dans l'histoire politique récente de notre pays, a été présenté par beaucoup de commentateurs comme le présage de ruptures à venir dans le cours de l'action publique vis-à-vis des « territoires ».

La singularité de son profil était elle-même renforcée par l'élection d'une majorité de députées largement composée de nouvelles et nouveaux entrantes, dépourvues d'ancrage territorial et de toute expérience des mandats locaux. Dans la mesure où il avait « en même temps » fait l'éloge de la verticalité supposément attendue des Françaises et proposé une approche fondée sur l'horizontalité, fallait-il attendre une inflexion significative du cours de l'action publique ?

Alors que la dernière partie du quinquennat est engagée, cet ouvrage examine ce qu'il est réellement advenu de sa promesse de bâtir un « pacte girondin » avec les collectivités territoriales et leurs élues. Le pouvoir macronien a-t-il donné naissance à un mouvement de recentralisation, ainsi que le suggèrent ses opposants, ou, au contraire, ouvert la voie à une relance de la décentralisation, comme le proclament les discours présidentiels ?

Qu'est-il advenu des perspectives de différenciation territoriale ébauchées durant la campagne et quelles en sont les traductions concrètes ?

Ce livre s'attache à comprendre et à analyser la politique territoriale d'Emmanuel Macron - politique dont l'importance est cruciale dans la perspective de 2022 - à travers neuf contributions rédigées dans un style accessible à toutes par des spécialistes de sociologie politique et de l'action publique territoriale. [présentation par l'éditeur]

- RABAULT Hugues, *La constitution financière de la France. Sources fondamentales du droit des finances publiques*, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, (octobre) 2020, 264 p.

Cet ouvrage rassemble et présente les principales sources juridiques du droit public financier français contemporain. Il entend décrire le cadre normatif des finances publiques, la structure juridique stable, par opposition au contenu normatif mouvant du budget des organismes publics. C'est ce cadre juridique qui est désigné par la notion de constitution financière.

Un aperçu comparatiste montre la participation du droit public financier français au patrimoine normatif commun des grandes démocraties en matière financière, mais aussi l'originalité de la constitution financière de la France. Il s'agit d'une introduction synthétique au droit français des finances publiques. [présentation par l'éditeur]

Séance de rattrapage :

- Conseil d'Etat, Etude annuelle 2020. *Conduire et partager l'évaluation des politiques publiques*, La documentation Française, (août) 2020, 197 p.

Articles

A signaler

- Dossier « Du service public du développement économique au service public de la survie de l'économie », *RFFP*, n° 152, 2020
- Covid-19...

- ACARD Claire, « Fiscalité financière », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 406

- ALBERT Jean-Luc, « L'urgence sanitaire et certains inaperçus budgétaires et comptables publics », *RFFP*, n° 152, 2020

● ALPARSLAN Filiz, HERBELOT Anne et LAURENT-SOREL Sébastien, « Option pour la TVA sur la location nue de locaux professionnels : le bailleur est délivré du « tout ou rien » » (note sous CE, 9 septembre 2020, avec les concl. R VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 400

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042322409?tab_selection=all&searchField=ALL&query=439143&page=1&init=true

● ARNAUD-EMERY Alexandra, « Acquisition de biens et droits forestiers : une oasis de fiscalité », *Revue de droit rural*, 2020, n° 486, p. 12

● BALLANDRAS-ROZET Christelle, « Les principes budgétaires à l'épreuve de la crise sanitaire », *RFFP*, n° 152, 2020

● BARVIAUX François, « L'impuissance du taux réduit de TVA appliqué aux aphrodisiaques » (note sous CJUE, 1^{er} octobre 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 421

► Lien vers l'arrêt :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=E7B18A24A7CD54DE95B890D9805DA1DE?text=&docid=231844&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=12439400>

● BAUDU Aurélien, CABANNES Xavier et MARTIN Julien, « Chronique semestrielle de jurisprudence fiscale (janvier-juin 2020) », *RFFP*, n° 152, 2020

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Responsabilité de l'administration fiscale à l'égard de personnes non assujetties à l'impôt : exemples de recherche de la causalité directe entre la faute et le préjudice » (concl. sur CE, 5 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 424

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041965020?tab_selection=all&searchField=ALL&query=424036&page=1&init=true

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Le droit de communication auprès de l'autorité judiciaire ne peut porter sur des renseignements obtenus dans le cadre d'une enquête préliminaire ultérieurement classée sans suite » (concl. ; sur CE, 22 janvier 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 422

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041452585?tab_selection=all&searchField=ALL&query=421012&page=1&init=true

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Non-déductibilité des rémunérations payées à des non-résidents soumis à un régime fiscal privilégié : nécessité de rechercher si les sommes sont ensuite reversées à des tiers » (concl. sur CE, 5 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 416

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041965024?tab_selection=all&searchField=ALL&query=425789&page=1&init=true

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Précision des conditions du report d'imposition des plus-values d'apport des éléments d'actifs immobilisés d'une entreprise individuelle » (concl. sur CE, 5 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 412

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041965022?tab_selection=all&searchField=ALL&query=425113&page=1&init=true

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Exonération de retenue à la source des dividendes distribués à une société-mère européenne : l'obligation pour la société mère de justifier sa qualité de bénéficiaire effectif est compatible avec la directive mère-fille » (concl. sur CE, 5 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 407

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041965014?tab_selection=all&searchField=ALL&query=423809&page=1&init=true

● BOTTINI Fabien, « Du service public du développement économique au service public du développement (économique) durable ? Propos conclusifs », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

● BOULEY Dominique et LERUTH Luc, « Gestion des finances publiques en Afrique subsaharienne », *RFFP*, n° 152, 2020

● BOUVIER Michel, « Face à la crise du Covid-19 pensons et construisons les finances publiques autrement ! » (éditorial), *RFFP*, n° 152, 2020

● BOUVIER Michel, « Le rôle des collectivités territoriales dans le développement économique », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

● CAILLOSSE Jacques, « Le service public du développement économique : quelle singularité du droit français face au droit global ? », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

● CAMBY Jean-Pierre, « Les questions écrites : du droit parlementaire au droit administratif », in *Un haut fonctionnaire au service du Parlement. Mélanges en l'honneur de Jean-Louis Héryn*, Mare & Martin, 2020, p. 295

● CAUMEIL Alain et LORGERIL Mohammed (de), « Calculer une redevance d'occupation du domaine public », *RFFP*, n° 152, 2020

● CHETCUTI Laurent, DAYAN Romain et SEVESQUE Elia, « Les services d'hébergement de données sont-ils des services immobiliers : l'approche 2.0 de la CJUE » (note sous CJUE, 2 juillet 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 420

► Lien vers l'arrêt :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=228041&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=12440749>

● CHEVALLIER Jacques, « Les configurations de l'État stratège », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

● DAMAREY Stéphanie, « Association transparente, l'incertitude levée par le Tribunal des conflits », Dalloz Actualité étudiant (site internet) - Billet n° 28 du 5 octobre 2020 : <https://actu.dalloz-etudiant.fr/le-billet/article/association-transparente-contrôle-exerce-par-ladministration-sur-une-association-lincerti/h/1ff373966ec66264ece67c5365c00bb9.html>

● DETRAZ Stéphane, « Un an de droit pénal fiscal et douanier », *Droit pénal*, 2020, n° 10, p. 4

● DOUET Frédéric, « Divorce par consentement mutuel : droits d'enregistrement », *Droit de la famille*, 2020, n° 10, p. 35

● FERRARI Sébastien, « Les immeubles construits dans le cadre d'un contrat de location en l'état futur d'achèvement (LEFA) sont-ils exonérés de taxe d'aménagement ? », *BJDU*, 2020, n° 5, pp. 369

● FOULQUIER Norbert, « Qui perçoit les redevances payées par les opérateurs de téléphonie ? » (note sous CE, 24 février 2020, *Département des Hauts-de-Seine*), *AJDA*, 2020, p. 1856

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041626679?tab_selection=all&searchField=ALL&query=D%C3%A9partement+des+Hauts-de-Seine&searchType=ALL&fonds=CETAT&typePagination=DEFAULT&pageSize=10&page=1&tab_selection=all#all

● FOUQUET Olivier, « CVAE : des précisions sur le modèle économique de l'entreprise » (note sous CE, 25 septembre 2020, 2 esp., avec les concl. K. CIAVALDIN), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 414

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042365898?tab_selection=all&searchField=ALL&query=433942&page=1&init=true

● FRULEUX François, « « Dons exceptionnels », dispositif issu de la 3e loi de finances rectificative pour 2020 », *JCP éd. N*, 2020 (2 octobre 2020, n° 40), n° 1210

● GIRARDI Jean-Luc, « Chronique de jurisprudence des juridictions financières 2019 », *RFFP*, n° 152, 2020

● GONZALEZ-GHARBI Neyla, « Locations immobilières imposables sur option : La propagation automatique des effets de l'option à l'entier immeuble est contraire à la directive TVA » (note sous CE, 9 septembre 2020), *Construction Urbanisme*, 2020, n° 10, p. 39

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042322409?tab_selection=all&searchField=ALL&query=439143&page=1&init=true

● GUIBAUD David et PEHAU Nicolas, « Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière », *AJDA*, 2020, p. 1901 :

« Paiement irrégulier de rémunérations », Cour des comptes, 25 juin 2020, *CCAS de Grigny*, p. 1901 ;

« L'interprétation stricte du principe de spécialité par la CDBF », CDBF, 20 mai 2020, *Chambre nationale de la batellerie artisanale*, p. 1906.

- GUIBÉ Céline, « Quoi de neuf en matière d'intégration fiscale ? », *RJF*, 2020, n° 10 (à propos de CE, 25 juin 2020 et CE 1^{er} juillet 2020)

► Lien vers les arrêts :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042043618?tab_selection=all&searchField=ALL&query=421095&page=1&init=true

et

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042105471?tab_selection=all&searchField=ALL&query=418378&page=1&init=true

- HAMIS Stéphanie et GHUYSEN Charles, « Parité d'échange à la valeur comptable : la prudence est de mise » (note sous CE, 1^{er} juillet 2020, avec les concl. E. BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 409

► Lien vers l'arrêt (voir aussi ci-dessus) :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042105471?tab_selection=all&searchField=ALL&query=418378&page=1&init=true

- JAMBORT Sébastien, « L'audition du contribuable lors de la perquisition fiscale », *Revue des sociétés*, 2020, n° 10, p. 573

- JOUVE Denis, « Le rôle du droit des aides d'Etat pour sortir de la crise », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

- KAMAL-GIRARD Mathilde, « Doubles impositions : précisions unilatérales sur une convention bilatérale » (note sous CE, Avis, 12 février 2020), *Petites affiches*, 28 octobre 2020, n° 216, p. 13

► Lien vers l'avis :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041569463?tab_selection=all&searchField=ALL&query=435907&page=1&init=true

- LAFAYE Benjamin, « Donation avant cession et quasi-usufruit : une combinaison abusive ? », *JCP éd. N*, 2020 (9 octobre 2020, n° 41-42), n° 1215

- La MARDIÈRE Christophe (de), « Des redevances de marques ne sont pas imposables sur le fondement de l'article 155 A du CGI » (note sous CE, 8 juin 2020, avec les concl. A ILJIC), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 401

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041979917?tab_selection=all&searchField=ALL&query=418962&page=1&init=true

- LANNEAU Régis, « L'influence de la recherche économique sur la jurisprudence du Conseil d'Etat », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

- LOCATELLI Franck, « Pouvoirs de faire et de dire du juge » (note sous CE, 9 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 423

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041982585?tab_selection=all&searchField=ALL&query=438822&page=1&init=true

● MASQUART Pierre, « Droit fiscal de l'entreprise et des affaires : chronique d'actualité », *JCP éd. E*, 2020 (15 octobre 2020, n°42), n° 1406

● MATTRET Jean-Bernard, « La dette publique, quels enjeux ? », *RFFP*, n° 152, 2020

● MERLOZ Marie-Gabrielle, « Redressement de filiales intégrées : obligation d'informer la société mère du montant et des modalités de détermination des pénalités infligées aux filiales » (concl. sur CE, 25 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 405

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042043618?tab_selection=all&searchField=ALL&query=421095&page=1&init=true

● MEURANT Cédric, « La compensation magique des annulations de redevance domaniale », *JCP éd. A*, 2020 (19 octobre 2020, n° 42), n° 2266

● PAYS Bruno, « Fiscalité immobilière. Actualité des locations et ventes à « soi-même » », *AJDI*, 2020, p. 668

● PECQUEUR Olivier, « Revente d'un terrain à bâtir et assiette de la TVA : intense bras de fer entre juges et administration », *Bulletin de Fiscalité Immobilière et Enregistrement*, 2020, n° 10, p. 193

● PELLAS Jean-Raphaël, « Le mécénat culturel, un objet fiscal non identifié », *RFFP*, n° 152, 2020

● PELLAS Jean-Raphaël, « La fiscalité comme levier d'action du service public du développement économique », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

● PELLET Rémi, « Covid-19 : l'argent est-il le nerf de la guerre sanitaire ? Leçons d'une comparaison franco-allemande », *RDSS*, 2020, n° 5, p. 972

● PEZET Fabrice, « « Think globally, Tax locally » - Quand le verdissement de la neutralité fiscale n'est pas tout à fait neutre... », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 417

● PIERRE Jean-Luc, « Eligibilité au crédit d'impôt recherche de dépenses afférentes à des prestations externalisées, nécessaires pour la réalisation de travaux de recherche de l'entreprise cliente » (note sous CE, 22 juillet 2020), *JCP éd. E*, 2020 (1^{er} octobre 2020, n°40), n° 1369

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042143094?tab_selection=all&searchField=ALL&query=428127&page=1&init=true

● PIERRE Jean-Luc, « Assujettissement d'une société civile immobilière à l'impôt sur les sociétés en raison de l'exercice d'une activité de caractère commercial », *JCP éd. N*, 2020 (23 octobre 2020, n° 43), n° 1228, voir aussi *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 419, avec les concl. L. CYTERMANN

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041735774?tab_selection=all&searchField=ALL&query=425443&page=1&init=true

● POTTEAU Aymeric, « Le budget de l'Union européenne à la croisée des chemins. Une crise sanitaire puis économique révélatrice et inspiratrice », *RTDE*, 2020, n° 3, p. 567

● RENEAU Raphaël, « La coopération et le service public du développement économique face au coronavirus », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

● STANKIEWICZ Lukasz, « Gestion économique et financière de la crise. Perspective des finances publiques », in Hélène PAULIAT, Séverine NADAUD, *La crise de la Covid-19. Comment assurer la continuité de l'action publique?*, LexisNexis, 2020, p. 129

● STERDYNIAK Henri, « Budget 2021, une occasion manquée de réorienter l'économie », *Note des Economistes Atterrés* (13 octobre) :

[http://atterres.org/article/budget-2021-une-occasion-manquée-de-réorienter-l'économie](http://atterres.org/article/budget-2021-une-occasion-manquee-de-reorienter-leconomie)

● STERDYNIAK Henri, « Une protection sociale pour tous, un financement équitable », *ResPublica* (25 octobre) :

<http://www.gaucherepublicaine.org/respublica/une-protection-sociale-pour-tous-un-financement-equitable/7417632?fbclid=IwAR1TR5zAySvwShwRPI9HIW6lrYcPYdEU0IBBBu9coI71I47L0gCNI DzDhxw>

● UNTERMAIER-KERLÉO Elise, « Le bon coin des collectivités : les ventes aux enchères de matériels par les communes ou intercommunalités », *JCP éd. A*, 2020 (19 octobre 2020, n° 42), n° 2269

● VABRES Régis, « Titres en pension et régime mère-fille : le guide d'interprétation de l'article 145 du CGI du Conseil d'État, en attendant la décision des juges du fond » (note sous CE, 9 septembre 2020, avec les conc. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 408

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042322404?tab_selection=all&searchField=ALL&query=431283&page=1&init=true

● VANIER Léo, « De quoi l'externalisation permet-elle faire l'économie ? », *RFFP*, n° 152, 2020 (Dossier « Du service public du développement économique... »)

● VICTOR Romain, « Inexploitation résultant d'une décision administrative prise en conséquence de défauts affectant l'immeuble : droit à dégrèvement » (concl ; sur CE, 29 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 415

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042065807?tab_selection=all&searchField=ALL&query=434521&page=1&init=true

● VICTOR Romain, « Barrage et microcentrale hydroélectrique en aval : précisions sur la notion de propriété normalement destinée à une utilisation distincte » (concl. sur CE, 29 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 410

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042065820?tab_selection=all&searchField=ALL&query=435778&page=1&init=true

● VICTOR Romain, « Champ d'application de l'exonération prévue dans la convention portant création de l'Agence spatiale européenne » (concl. sur CE, 29 juin 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 403

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042065812?tab_selection=all&searchField=ALL&query=435282&page=1&init=true

- VICTOR Romain, « Dispositif anti-abus (CGI, art. 123 bis) : précision sur la condition de participation » (concl. sur CE, 10 mars 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 402

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000041800406?tab_selection=all&searchField=ALL&query=427104&page=1&init=true

- WATTEYNE Simon, « Le coût de la première guerre scolaire et les débats des Graux impôts (1878-1884) », *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, 2020, 2, p. 34

► **Rapports, référés et observations définitives récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en octobre 2020)

- Association SOS Education (rapport mis en ligne le 29 octobre) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-10/20201029-rapport%20-SOS-education.pdf>

- Les heures supplémentaires dans la fonction publique (rapport mis en ligne le 28 octobre) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-10/20201028-58-2-heures-supplementaires-fonction-publique.pdf>

- Les polices municipales (rapport mis en ligne le 20 octobre) :

https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-10/20201020-rapport-polices-municipales_0.pdf

- La conduite des grands projets numériques de l'Etat (rapport mis en ligne le 14 octobre) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-10/20201014-58-2-conduite-grands-projets-numeriques-Etat.pdf>

- Les groupements hospitaliers de territoire (rapport mis en ligne le 8 octobre) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-10/20201008-rapport-Groupements-hospitaliers-de-territoire.pdf>

- Sécurité sociale 2020 (rapport mis en ligne le 7 octobre) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/securite-sociale-2020>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mis en ligne en octobre 2020)

- Rapport spécial 22/2020: L'avenir des agences de l'UE - La souplesse et la coopération pourraient être renforcées (mis en ligne le 22 octobre) :

https://www.eca.europa.eu/lists/ecadocuments/sr20_22/sr_future_of_eu_agencies_fr.pdf

- Rapport annuel sur les agences de l'UE relatif à l'exercice 2019 (mis en ligne le 22 octobre) :

https://www.eca.europa.eu/lists/ecadocuments/agencies_2019/agencies_2019_fr.pdf

► Parlement : rapports (mis en ligne en octobre 2020) :

Assemblée nationale :

- Projet de loi de finances pour 2021, tout le dossier législatif :
http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/ddf_plf2021
- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 (4), tout le dossier législatif :
http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/loi_de_finances_rectificative_2020_4
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, tout le dossier législatif :
http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/plfss_2021
- Union européenne et pandémie Covid-19 :
http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/du/115b3381_rapport-information.pdf

Sénat :

- Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution :
<http://www.senat.fr/rap/120-082/120-0821.pdf>
- Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider :
<http://www.senat.fr/notice-rapport/2020/r20-044-notice.html>

► Parlement européen (mis en ligne en octobre 2020) :

- REPORT on the proposal for a Council directive amending Directive 2006/112/EC on the common system of value added tax as regards the identification of taxable persons in Northern Ireland :
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2020-0200_EN.html
- REPORT on the Council position on the draft general budget of the European Union for the financial year 2021 :
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2020-0206_EN.html
- DEUXIÈME RAPPORT concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2018, section II - Conseil européen et Conseil :
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2020-0189_FR.html
- DEUXIÈME RAPPORT concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2018, section VI – Comité économique et social européen :
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2020-0188_FR.html
- RAPPORT sur les politiques économiques de la zone euro pour 2020 :
https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2020-0193_FR.html

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** en octobre 2020

- Pocquet Du Haut-Jussé (Barthélemy Amédée), *Les chefs des finances duciales de Bourgogne sous Philippe le Hardi et Jean sans Peur (1363-1419)*, Dijon, Bernigaud et Privat, 1937, 75 p. :
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3390087q/f9.item>

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** en octobre 2020

● Article introuvable de André DARRIGRAND « La tarification du service rendu », *RFFP*, n° 35, 1992 : <http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-andre-darrigrand-la-tarification-du-service-rendu-in-rffp-ndegree35-1992>

● Article introuvable de Robert HERTZOG « La nécessaire réforme de la procédure de gestion de fait », *RFFP*, n° 66, 1999 : <http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-robert-hertzog-la-necessaire-reforme-de-la-procedure-de-gestion-de-fait-in-rffp-ndegree66-1999>

● Article introuvable de Didier JEAN PIERRE « La responsabilité de la puissance publique en matière fiscale », *RFFP*, n° 50, 1995 : <http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-didier-jean-pierre-la-responsabilite-de-la-puissance-publique-en-matiere-fiscale-in-rffp-ndegree50-1995>

► Divers

FMI

Fiscal Monitor: Policies for the Recovery, October 2020 (lien vers la page) :

<https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2020/09/30/october-2020-fiscal-monitor#Webinar:%20Public%20Investment%20for%20the%20Recovery:%20IMF%20October%202020%20Fiscal%20Monitor>

Global Financial Stability Report: Bridge to Recovery, October 2020 (lien vers la page) :

<https://www.imf.org/en/Publications/GFSR/Issues/2020/10/13/global-financial-stability-report-october-2020>

World Economic Outlook, October 2020: A Long and Difficult Ascent, October 2020, (lien vers la page) :

<https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/09/30/world-economic-outlook-october-2020>

OCDE

Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales : Luxembourg 2019 (Deuxième cycle) : Rapport d'examen par les pairs sur l'échange de renseignements sur demande, OCDE, octobre 2020, 132 p.

France Stratégie

Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital – Deuxième rapport (8 octobre) :

<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2020-rapport-isf-octobre.pdf>

Banque de France et BCE (pour mémoire)

AFT

Bulletin mensuel, n° 365, octobre 2020 :

<https://www.aft.gouv.fr/files/medias->

[aft/7_Publications/7.2_BM/365_Bulletin%20mensuel%20octobre%202020.pdf](https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/365_Bulletin%20mensuel%20octobre%202020.pdf)

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel (11 n°/an) de *La Lettre de la SFFP*

ISSN : 2608-5690